

Journée historique de commémoration du drame des Juifs chassés des pays arabes

nov 30, 2014



Aujourd'hui le 30 novembre 2014, dans l'indifférence totale des pays arabes concernés, nous marquons pour la première fois la Journée historique des réfugiés juifs des pays arabes. Nous nous souvenons des 850 000 Juifs qui furent poussés ou contraints, au cours du XXe siècle et particulièrement après 1948, de quitter des pays où leur communauté subsistait parfois depuis 2000 ans.

Dissimulée derrière les gros titres du conflit au Moyen-Orient, se trouve l'histoire oubliée des communautés juives de la région. En 1945, un million de juifs vivaient au Moyen-Orient en dehors des frontières de la Palestine mandataire et en Afrique du nord. Quelques années plus tard, ils n'étaient plus que quelques milliers.

Les pays arabes en 1947 ont non seulement rejeté le plan de partition (qui inclut un état palestinien) mais aussi ils sont partis en guerre pour éliminer l'état juif naissant tout en persécutant leurs nationaux juifs, vivant dans ces pays depuis des siècles, bien avant l'arrivée des Arabes et de l'islam.

Depuis 1948, on a compté plus de 197 résolutions de l'Onu traitant spécifiquement des réfugiés palestiniens, et aucune ne fait référence à la détresse des 850 000 Juifs chassés des pays arabes.

Tous les pays arabes ainsi que la Ligue arabe refusent de reconnaître leur rôle et leur responsabilité dans cette double agression, d'avoir lancé une guerre contre Israël, et d'avoir violé les droits de l'Homme dans leurs agissements contre leurs propres nationaux juifs. La culture de l'impunité persiste encore.

Les gouvernements des pays arabes refusent aux Israéliens originaires des pays concernés l'accès aux archives et cadastres pour faciliter l'identification des biens confisqués à leurs parents. Les capitales arabes ne sont pas disponibles pour rectifier les conséquences des saisies illégales de propriétés, comme les confiscations et les ventes forcées (...) qui ont accompagné les persécutions de ces personnes innocentes.

Selon plusieurs commentateurs de Proche Orient la négation et l'exclusion continue des droits des réfugiés juifs des pays arabes va nuire à toute négociation sérieuse entre les parties et saboter la justice et la légitimité de tout accord dans le futur.

Le Plan de paix de la Ligue arabe de 2002 – considéré par les pays arabes comme un projet pour une paix durable arabo-israélienne – n' a pas incorporé la question des réfugiés juifs des pays arabes, question qui n'est pas sur l'agenda officiel, comme l'est la question des »réfugiés palestiniens » qui est incluse dans la vision de paix des Israéliens.

La cloche va changer de son

Le ministère israélien des Affaires étrangères a déjà lancé une campagne d'information internationale sur les réfugiés juifs des pays arabes. Le ministère explique que 850.000 Juifs des pays arabes ont perdu leurs biens, et à qui il faut rendre une justice historique. Le ministère souligne que ce dossier n'a quasiment pas été évoqué jusqu'à présent, alors que les réfugiés palestiniens ont pérennisé leur statut de réfugiés (1).

La Knesset a même adopté, le 22 février 2010, un texte de loi prévoyant qu'un accord de paix ne pourra être signé avec un pays arabe que s'il inclut des compensations aux réfugiés juifs originaires de ce pays.

La Knesset a adopté aussi, le 23 juin 2014, une proposition qui a introduit la journée du 30 novembre de chaque année comme une journée commémorative en l'honneur des réfugiés juifs des pays arabes qui ont souffert de la persécution dans les années 40 du siècle dernier.

Cette initiative a été acceptée et approuvée par les organisations représentatives des Juifs des pays arabes en Israël et par les organisations internationales comme le Congrès juif mondial (World Jewish Congress) et le Justice For Jews from Arab Countries (JJAC) qui encouragent cette journée de commémoration dans les communautés juives du monde entier.

En mars dernier, le Canada a été le premier pays qui a officiellement reconnu le statut des réfugiés juifs des pays arabes. Cela est de nature à corriger un déséquilibre fondamental dans la politique du gouvernement fédéral sur le Moyen-Orient qui reconnaît les réfugiés arabes, mais ne fait aucune mention des réfugiés juifs résultant du conflit israélo-arabe.

Aujourd'hui, avec la question des « Réfugiés juifs » jusqu'ici éclipsée et quelque peu enfermée dans une enveloppe opaque, va probablement être soulevée avec justesse, de sorte que forcément le son de cloche va changer.

Souhail Ftouh

(1) <https://www.youtube.com/watch?v=ihOlGdx6-UE>